



L'Axe de résistance au Moyen-Orient au regard du conflit entre Israël et le Hamas : un leadership iranien en voie de reconfiguration ?

Jonathan Piron

Depuis le 7 octobre, à la suite des attaques terroristes du « déluge d'Al-Aqsa » perpétrées principalement par le Hamas et d'autres factions palestiniennes comme le Jihad islamique palestinien (JIP), l'aide et la coordination stratégique de l'Iran vis-à-vis de divers acteurs non-étatiques de la région ont été remises en évidence. Les interrogations persistent sur le rôle précis du régime iranien dans l'attaque terroriste. Téhéran est soit présenté comme le parrain direct du Hamas, ayant donné l'ordre de passer à l'action contre Israël, soit comme un facilitateur finalement tenu à l'écart dans la prise de décision de l'opération. Une ambiguïté demeure ainsi présente dans les déclarations de divers acteurs proches du Hamas. Tout en faisant l'éloge des auteurs de l'attaque du 7 octobre, le guide suprême iranien, l'ayatollah Khamenei, a nié à plusieurs reprises que l'Iran ait joué un rôle direct¹. De même, le 3 novembre 2023, le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, affirmait que l'attaque était « 100 % palestinienne » et que ceux qui l'ont exécuté « l'ont caché... à tout le monde². »

À travers le rôle de l'Iran, c'est une organisation en particulier qui fait l'objet de nombreuses supputations quant à ses moyens et son mode de fonctionnement : l'Axe de la résistance (*mehvar-é moqâvemat*). Cet axe – qui outre la République islamique rassemble des groupes comme le Hezbollah libanais, le Hamas, Ansar Allah au Yémen (plus connu sous le nom de « Houthis ») ainsi que la Syrie de Bachar al-Assad et diverses milices chiites en Irak –, est souvent considéré comme le fer de lance des opérations iraniennes dans la région, cherchant la déstabilisation des adversaires de la république islamique. La question de la force et des intentions de l'Axe de la résistance est devenue d'autant plus pertinente avec la multiplication des actions de ces divers groupes depuis la reprise des hostilités entre Israël et le Hamas (comme les attaques menées par les milices Houthis en mer Rouge et par le Hezbollah le long de la « ligne bleue »), et les craintes d'une conflagration générale dans l'ensemble du Moyen-Orient.

Il s'agit, au travers de cet *Éclairage*, de comprendre cet « Axe de la résistance » en revenant successivement sur sa genèse, ses principales évolutions et sa structuration, en vue d'appréhender les risques futurs quant aux actions de ses membres. Il s'agira également d'interroger, en filigrane, la manière dont la République islamique d'Iran envisage son environnement de sécurité.

1. D'un Axe à l'autre : mise en place d'un réseau pour briser l'isolement régional de l'Iran

L'Axe de la résistance apparaît sous ce terme à la suite du discours sur l'état de l'Union du président américain George W. Bush, le 29 janvier 2002, dans lequel le président présentait divers adversaires des États-Unis, dont l'Iran, sous le concept « *d'axe du mal*³ ». Mentionné une première fois par le quotidien libyen *Al-Zahf Al-Akhdar*, le terme d'Axe de la résistance est repris en Iran en 2004 à la suite d'un article publié dans le journal du régime *Jomhuri-ye Eslami*, pour signifier la nécessaire lutte chiite contre l'opposant américain en Irak⁴.

Si la conceptualisation de l'Axe de la résistance se réalise au début des années 2000, l'organisation d'un réseau d'acteurs proches du régime iranien est plus ancienne. Dès 1979 et la révolution, la République islamique cherche à assurer des partenariats avec divers acteurs régionaux afin de sortir de son isolement. La guerre Iran-Irak (1980-1988) marque en effet durablement l'état d'esprit des décideurs du régime. Le soutien des États occidentaux et du Moyen-Orient à Saddam Hussein ainsi que les divers embargos montés contre Téhéran amènent le régime iranien à repenser les moyens d'assurer sa sécurité tout en prolongeant, à sa manière, la volonté de leadership régional qui existait durant le régime impérial du Chah. La construction d'un réseau d'acteurs à la fois étatiques et non-étatiques, à travers un soutien financier et militaire régulier accordés à ses partenaires, devient dès lors une politique importante pour Téhéran.

Un des principaux objectifs affichés est de résister à Israël (et donc aussi aux États-Unis) et de soutenir la cause palestinienne. La lutte contre Israël est, en effet, un des piliers

du discours du régime. Le leader révolutionnaire iranien, l'ayatollah Khomeini, considérait Israël en tant que projet colonial de l'Occident qui sapait la souveraineté palestinienne et musulmane au sens large. En plus de propager la Révolution islamique, la destruction d'Israël était un objectif de la politique étrangère de Téhéran. Dès sa prise de pouvoir, Khomeini mobilise des moyens tant matériels que symboliques en ce sens. Diverses mesures sont prises, comme l'invitation à Téhéran du président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Yasser Arafat, qui voit son organisation autorisée à occuper des bureaux dans l'ancienne ambassade israélienne. Le soutien armé aux groupes combattant Israël commence lors de l'occupation du sud-Liban par Israël au début des années 1980. Le Hezbollah devient le premier de nombreux acteurs non étatiques à recevoir un financement, une formation, un renforcement de capacités et des armes iraniennes. Un noyau dur de ce réseau s'organise dès lors avec la Syrie comme allié stratégique et le Hezbollah comme partenaire au Liban.

Si le développement de ce réseau régional pro-iranien dépend de la volonté du régime incarnée tout d'abord par l'ayatollah Khomeini puis par son successeur, Ali Khamenei, un personnage occupera un rôle central dans la montée en puissance du mouvement : l'Iranien Qassem Soleimani. Dès son entrée en fonction en 1998 en tant que commandant de la Force al-Qods (unité du Corps des gardiens de la révolution islamique spécialisée dans les opérations extérieures), Soleimani coopère étroitement avec Hassan Nasrallah, renforçant les capacités du Hezbollah et soulignant la position du groupe en tant que fer de lance des milices pro-iraniennes. Outre ces liens avec le groupe chiite libanais, le regroupement d'acteurs pro-iraniens s'étend, à la fin des années 1990 et début des années 2000, avec l'intégration du Corps Badr en Irak, du Hamas et du Jihad islamique palestinien sans oublier l'approfondissement des liens avec le régime syrien.

2. Un Axe qui s'étend et se renforce : les conséquences de la déstabilisation régionale et la figure de Soleimani

La guerre en Irak fait monter en puissance le rôle de Soleimani et de ce qui devient plus formellement l'« Axe de la résistance ». Le responsable de la Force al-Qods s'implique dans la création du groupe irakien Jaish al-Mahdi dès le déclenchement de la guerre en 2003. Au Liban, le conflit entre Israël et le Hezbollah de 2006 permet au groupe chiite de mettre en action sa puissance militaire.

Par la suite, les révoltes arabes de 2011 seront un autre moment charnière mis à profit par Téhéran pour renforcer sa sécurité extérieure et développer son réseautage, l'instabilité régionale étant utilisée pour servir les intérêts de sécurité du pouvoir iranien⁵. L'intervention en Syrie voit aussi une reconfiguration dans les rôles joués au sein de l'Axe de la résistance⁶. L'implication des Gardiens de la révolution et du Hezbollah dans une opération extérieure les amène à repenser leurs structures organisationnelles⁷. L'implication syrienne, destinée à sauver le régime d'Assad, permet à l'Iran d'accroître son emprise sur Damas, de prolonger la pression sur Israël et de

renforcer l'expérience de terrains de divers groupes qui composent l'Axe de résistance. La Force al-Qods s'implique dans la formation de milices chiïtes en Syrie et dans le transfert de composantes étrangères sur le territoire syrien dont les brigades afghanes Fatemiyoun et pakistanaises Zeinabiyoun. L'intervention en Syrie permet également à l'Iran de marginaliser les composantes moins fiables tout en permettant au Hezbollah de monter en puissance, via une implication opérationnelle directe du groupe libanais⁸. Ainsi, lorsque le leader chiïte irakien Moqtada Al-Sadr s'oppose à l'envoi de combattants irakiens supplémentaires en Syrie, Téhéran lâche celui qui est alors un partenaire essentiel et réoriente ses moyens dans le développement de groupes concurrents, qu'elle juge plus fidèles⁹.

La déstabilisation de l'Irak sous les coups de l'État islamique à partir de 2014 offre de nouvelles occasions de déploiement de l'Axe de résistance. À nouveau sous l'impulsion de Soleimani, Téhéran met sur pied diverses structures de coordinations entre les milices pro-chiïtes irakiennes, amplifiant son emprise¹⁰. Enfin, le conflit civil au Yémen et l'intervention saoudienne en 2015 offrent l'opportunité à l'Iran de développer son réseau de « proxys », apportant un soutien logistique et militaire au groupe houthi Ansar Allah, opposé à l'Arabie Saoudite.

La mort de Soleimani en janvier 2020 à Bagdad à la suite d'une frappe américaine perturbe la configuration du réseautage pro-iranien, mais n'en remet pas en cause l'existence. Prenant sa succession, l'ancien adjoint de Soleimani, Ismael Qaani, assure la continuité du réseau en place. La structure de décision connaît cependant des transformations et adaptations. Là où Soleimani était un général chevronné ayant des liens étendus avec des milices pro-iraniennes allant de l'Afghanistan, jusqu'au Hezbollah, Qaani apparaît comme ayant un leadership moins charismatique¹¹. Cependant, Qaani pallie ses faiblesses en mettant en place de nouveaux instruments de coordination entre les composantes de l'Axe de la résistance¹². Parmi ces éléments de coordination figurent des « chambres d'opérations conjointes », destinées à faciliter les rencontres et échanges entre groupes. Enfin, des rassemblements plus larges, comprenant une majorité des membres de l'Axe peuvent être organisés à Téhéran même¹³.

Formations, soutiens financiers, aides logistiques, échanges et coordination dans les informations sont ainsi les divers moyens opérationnels fournis par le régime iranien envers les composantes de l'Axe de la résistance. Ce sont ces moyens, comme la formation dispensée aux combattants du Hamas et aux autres « proxys » qui perfectionnent leurs capacités à assurer diverses opérations au Moyen-Orient, à l'image des attaques du 7 octobre ou encore les frappes réalisées par les Houthis contre les intérêts saoudiens. Les échanges sont constants entre les divers groupes, comme l'a déclaré le secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-GC), Talal Naji, au journal iranien *al-Alam* en août 2021 : « Parfois, la formation a eu lieu en République islamique d'Iran, parfois en Syrie et parfois au Liban avec les frères du Hezbollah qui mènent le jihad¹⁴. »

Il reste que l’Axe de la résistance ne peut être vu comme une alliance au sens classique du terme, ni même un partenariat où les divers membres sont sur un pied d’égalité. La configuration du réseau et le mécanisme de prise de décisions nécessitent d’être mieux comprise afin de bien cerner que, loin d’être complètement soumis à la volonté de Téhéran, les membres de l’Axe de la résistance avancent aussi avec leur propre agenda, pouvant parfois entrer en contradictions avec les intérêts de leur puissant parrain.

3. Une Axe plus hétérogène qu’il n’y paraît : la difficile cohésion et coordination des différents acteurs du réseau

Il convient tout d’abord de bien rappeler que le rôle de l’Iran reste, évidemment, prépondérant dans la structure de l’Axe de la résistance. C’est à la Force Qods (après décision prise par le Conseil suprême de sécurité nationale qui rassemble les diverses autorités de sécurité sous le patronage de Khamenei) que revient le rôle d’envoyer des armes et des conseillers militaires ainsi que des renseignements aux divers « proxys » qui se retrouvent à l’intérieur de cet Axe.

Cependant il faut nuancer l’idée selon laquelle Téhéran exerce un contrôle total sur les groupes regroupés au sein de l’Axe de la résistance¹⁵. Déjà, il existe une diversité d’idéologies et d’identités religieuses, y compris des différences entre membres sunnites et chiites de l’Axe. Cette diversité donne lieu à des liens inégaux entre l’Iran et ses relais régionaux. Les relations du Hamas avec l’Iran ont notamment été tendues à plusieurs reprises. Le groupe sunnite, émanation des Frères musulmans, s’est ainsi rangé du côté de l’opposition au président syrien Bachar al-Assad, se plaçant de ce fait en rupture nette avec l’Iran. Le soutien à la révolte a également positionné le Hamas en opposition avec le Hezbollah, autre soutien du régime d’Assad. De même, les Houthis du Yémen, bien que plus proches de l’Iran en raison de leur identité chiite, adhèrent au zaydisme, une branche distincte du chiisme duodécimain dominant en Iran. Ces différences sectaires posent des défis pour transformer les Houthis en un « proxy » à grande échelle semblable au Hezbollah.

Ensuite, les groupes rassemblés au sein de l’Axe ont des ambitions et des programmes différents, se chevauchant parfois et amenant le fait que Téhéran ne dispose pas d’une autorité totale sur leurs prises de décisions. Les Houthis agissent d’abord en fonction de leur agenda propre lié au conflit civil au Yémen¹⁶. En Irak, les milices chiites telles que Kataib Hezbollah, Saraya al-Khorasani, Kataib Sayyid al-Shuhada ou Asaib Ahl al-Haq, bien qu’entretenant des liens étroits avec l’Iran, continuent à avoir comme objectifs principaux de cibler les forces américaines afin de renforcer leur influence sur l’État irakien.

Enfin, les divers acteurs regroupés au sein de l’Axe y occupent des statuts différents, allant d’une forte dépendance due à l’absence de moyens et de relais dans leur espace propre (par exemple la division afghane Fatemiyoun) à un éloignement plus marqué (à l’image des Houthis au Yémen). Leur poids dans leur espace marque aussi ces divers

groupes, hiérarchisant leur importance. Contrairement au Hezbollah libanais, largement considéré comme l'acteur économique, militaire et politique le plus puissant du pays, les milices chiites dispersées en Irak manquent de cohésion.

Disposant de marges de manœuvre devant être analysées au cas par cas, les diverses composantes de l'Axe de la résistance peuvent néanmoins se retrouver autour d'objectifs communs dirigés contre Israël ou contre les États-Unis. Mais les acteurs de cet Axe peuvent aussi parfois agir en fonction de leur agenda propre, mettant en difficulté l'Iran et la défense de ses propres intérêts. Téhéran se retrouve ainsi à devoir ménager des actions parfois problématiques, comme en janvier 2024 avec les actions du groupe irakien Kataib Hezbollah, dont une opération ayant entraîné la mort de soldats américains à la frontière jordano-syrienne a fait craindre une escalade dans la région. L'action du groupe irakien forcera la visite à Bagdad du chef de la Force Al-Qods Esmail Ghaani, qui parviendra à obliger ce groupe à annoncer la suspension de ses opérations contre les forces américaines et donc empêcher des représailles dévastatrices contre les intérêts iraniens.

L'Axe de la résistance ressemble donc bien plutôt à un spectre de relations de divers niveaux entre ses composantes, avec l'Iran en son centre. Comme le soulignait dans son discours du 3 novembre le dirigeant du Hezbollah libanais, Hassan Nasrallah, l'Iran « a toujours ouvertement adopté et soutenu les factions de la résistance au Liban, en Palestine et dans la région ». Cependant, continuait-il « ils [l'Iran] n'exercent aucune forme de contrôle sur ces factions ou sur leurs dirigeants¹⁷. »

Conclusion : quelles perspectives après le 7 octobre 2023 ?

Près de six mois après l'opération « Déluge d'Al-Aqsa », il n'existe aucune preuve démontrant l'implication directe de l'Iran dans l'attaque surprise contre Israël. Cependant, la capacité avérée du Hamas à organiser des opérations d'un tel niveau a beaucoup à voir avec le soutien apporté par Téhéran au fil des années. L'attaque sans précédent contre les communautés frontalières israéliennes près de Gaza le 7 octobre 2023 a donné un coup de pouce majeur aux objectifs politiques de l'Iran consistant à déstabiliser Israël. Néanmoins, cette attaque, qui semble avoir surpris le régime iranien, place également l'Iran dans une situation difficile. Si la déstabilisation de ses rivaux est une politique recherchée par Téhéran, il reste que le pouvoir iranien continue à vouloir éviter une confrontation directe tant avec les États-Unis qu'avec Israël, le pays ne disposant de la capacité militaire conventionnelle nécessaire pour leur faire face. Les forces par procuration dont dispose le régime iranien lui permettent donc surtout de maintenir une pression à l'égard de ses rivaux tout en œuvrant à la propagation de l'idéologie islamiste iranienne. Il s'agit avant tout de mettre en place un périmètre de sécurité (*mohit-é amniyyat*) profitant des opportunités géopolitiques qui se présentent sur le temps long¹⁸. Via ses différents « proxys », l'enjeu pour Téhéran demeure de créer un tampon de sécurité¹⁹ (*Hefaz-é amniyyat*) éloignant la menace de ses frontières, le pouvoir en place continuant de percevoir son environnement régional comme «

*menaçant*²⁰ ». La menace est aussi, pour le régime, de dépasser une certaine ligne rouge dans les actions de déstabilisations entreprises, amenant le risque d'un conflit ouvert avec les États-Unis²¹. C'est en ce sens que les iraniens font preuve de calcul dans leur approche à l'égard du conflit entre Israël et le Hamas, montrant l'étendue de leur influence par l'intermédiaire de leurs alliés au Liban, au Yémen et en Irak, sans toutefois provoquer une conflagration régionale qui pourrait les impliquer directement et mettre en péril les intérêts régionaux du régime.

Dès lors, quelles perspectives futures peuvent être envisagées ?

Les événements survenus depuis le 7 octobre ont vu une large partie des composantes de l'Axe de résistance être activées et mobilisées pour la première fois à grande échelle, de l'Irak au Yémen. Cette action représente un marqueur important du poids que cette coordination d'éléments divers peut jouer dans la région. La capacité et la volonté du régime iranien d'exploiter ce réseau et de projeter sa propre force dans ces différents espaces continueront de semer le chaos, de brouiller les pistes et de saper tout espoir d'un calme durable dans la région²².

Toutefois, la stratégie de Téhéran reste une stratégie de court terme, déployant une action offensive en réponse aux actions de ses ennemis et concurrents. Le risque est qu'une erreur de calcul, un faux pas, une ligne rouge franchie déclenche une chaîne d'événements mortels et destructeurs auxquels aucune partie n'est préparée. Or, les agendas des divers acteurs et les marges de manœuvre qui leur sont laissées ouvrent souvent la voie à cette possibilité. Enfin, les guerres par procuration menées par l'Iran pourraient l'aider à détourner l'opinion publique internationale des progrès que le régime iranien réalise en matière de programme nucléaire.

Même si le Hamas était militairement vaincu à Gaza (ce qui reste peu probable) l'Iran aurait encore de nombreuses options avec lesquelles travailler à la fois à Gaza et en Cisjordanie. Comme l'a déclaré Ian Bremmer de l'*Eurasia Group* dans une carte blanche du 31 octobre : « *La guerre radicalise bien plus de Palestiniens que la propagande du Hamas ne le pourrait jamais*²³. » L'Iran tentera probablement de reconstruire son réseau à Gaza à partir de Palestiniens nouvellement radicalisés. Dans les mois à venir, il est probable que Téhéran continuera à utiliser la carotte (par exemple, le financement) et le bâton (par exemple, en encourageant des groupes dissidents) afin de maintenir et d'approfondir son contrôle sur son Axe de résistance, l'effet radicalisant des instabilités locales et régionales offrant un terrain fertile²⁴. En l'absence de processus de paix durables entre les parties impliquées dans les nombreux conflits actuels du Moyen-Orient, une telle coopération entre l'Iran et divers acteurs non-étatiques continuera probablement à se développer, sans que les opposants et concurrents de la République islamique ne parviennent à savoir comment y faire face²⁵.

* * *

L'auteur

Jonathan Piron est historien et spécialiste de l'Iran. Coordinateur de la prospective chez Etopia, il enseigne les Relations internationales contemporaines à Helmo (Liège) et est chercheur-associé au GRIP.

Pour citer cette publication

PIRON Jonathan, « L'Axe de résistance au Moyen-Orient au regard du conflit entre Israël et le Hamas : un leadership iranien en voie de reconfiguration ? », *Éclairage du GRIP*, 5 avril 2024.



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation
permanente de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.

Crédit photo de couverture : Hamas leader Ismail Haniyeh and Iranian Supreme Leader Ali Khamenei greeting each other, Unknown author, Licence C.C.A 4.0. via [Wikimedia Commons](#)

Les opinions émises dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en rien une prise de position du GRIP.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
Mundo-madou - 7-8 Avenue des Arts - 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique
Tél. : +32 (0) 473 982 8202 – admi@grip.org – www.grip.org
Twitter : [@grip_org](#) -Facebook : GRIP.1979

¹ NIKOUNAZAR Leily, « [Iran's Supreme Leader Issues Tehran's Latest Denial of Involvement in Israel Attacks](#) », *The New York Times*, 10 octobre 2023.

² PACCHIANI Gianluca « [Nasrallah says Oct. 7 assault '100% Palestinian,' Hezbollah knew nothing about it](#) », *The Times of Israel*, 3 novembre 2023.

³ « [Text of President Bush's 2002 State of the Union Address](#) », *The Washington Post*, 29 janvier 2002.

⁴ AL-SHIHABI Sa'id, « Ta'addud al-tahalufat yakshif ghiyab al-mashru' al-jami' li-l-Umma' », *Alquds Al-Arabi*, 3 décembre 2017; SOAGE Ana Belén, « [The Conservative-Resistance Camp: The Axis of Resistance](#) », in AMOUR Philipp O. (dir.), *The Regional Order in the Gulf Region and the Middle East*, Palgrave MacMillan, 2020, p. 95s.

⁵ MAKRAMI Abbas, « Tahavvolat akheer khavar mia'neh va forsathayé mohité amniyyat-é Iran », *Takhasous-é farhang pazuhes*, n° 16, 2013, p. 202.

⁶ *Ibid.*, p. 198.

⁷ OSTOVAR Afshon, *Vanguard of the Imam. Religion, Politics, and Iran's Revolutionary Guards*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

⁸ BABAEI Golali, *Peygham-é mahiha*, Nashre saeghe, Téhéran, 2016.

⁹ SMYTH Phillip, « [The Path to October 7: How Iran Built Up and Managed a Palestinian 'Axis of Resistance'](#) », in *CTC Sentinel*, vol. 16, Issue 11, décembre 2023.

-
- ¹⁰ *Ibid.*
- ¹¹ MAZHARI Mohammad, « [Is Iran Losing its Control Over Shi'ite Militias?](#) », *Stimson*, 5 février 2024.
- ¹² BRODSKY Jason M. et MANSHAROF Yossi, « [Soleimani birthed Iran's Axis of Resistance, Ghaani coordinated it](#) », *Middle East Institute*, 15 décembre 2023.
- ¹³ En septembre 2023, le Hamas et le Jihad Islamique Palestinien (JIP) se retrouvent au sein d'une salle d'opérations conjointe à Beyrouth avec le Hezbollah et Qaani, rassemblement ayant reçu les louanges du ministre iranien des Affaires étrangères qui « *souligne la nécessité d'une unité entre tous les groupes palestiniens.* ». Voir « [Formation of joint Hamas-Islamic Jihad room wise resistance move](#) », *Islamic Republic News Agency (IRNA)*, 1^{er} septembre 2023.
- ¹⁴ SMYTH Phillip, « The Path to October 7... », *op. cit.*
- ¹⁵ BANCO Erin, « [US intelligence officials estimate Tehran does not have full control of its proxy groups](#) », *Politico*, 2 janvier 2024.
- ¹⁶ « [Houthi Strategy Evolves in Red Sea Attacks](#) », *Yemen Review*, Sana'a Center for Strategic Studies, 27 décembre 2023.
- ¹⁷ « [Hezbollah's Hassan Nasrallah speech on Israel-Hamas war: Key takeaways](#) », *Al Jazeera*, 3 novembre 2023.
- ¹⁸ MINAEI Mahdi, « Mohit-é amniyyat-é Jomhuri-yé eslami-yé Iran dar sath mentaghé-ayé va beynolmelali », *Majallah-yé andisheh-yé enghelab-é eslami*, n°6, 2018.
- ¹⁹ SIMBAR Reza et GHASEMIAN Ruholah, « Moalef-hayé asasi mohit-e amniyyat-e Iran va souriyyeh », *Pazuhes-hayé rahbradi siyasat*, vol. 9, 2013, p. 171.
- ²⁰ *Ibid.*, p. 150.
- ²¹ FASSIHI Farnaz, SCHMITT Eric et BARNES Julian E., « [After U.S. Strikes, Iran's Proxies Scale Back Attacks on American Bases](#) », *New York Times*, 27 février 2024.
- ²² ALAALDIN Ranj, « [The Iranian Regime Attacks Iraqi Kurdistan: Experts React](#) », *Crisis Response Council*, 17 janvier 2024.
- ²³ BREMMER Ian, « [The Gaza Invasion Will Not Make Israel Safer](#) », *Time*, 31 octobre 2023.
- ²⁴ SMYTH Phillip, « The Path to October 7... », *op. cit.*
- ²⁵ CAFERO Giorgio, « [The evolving role of Hamas in the Iran-led 'Axis of Resistance](#) », *Amwaj Media*, 4 janvier 2024.



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité *Édition* du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur www.grip.org .

Devenez donateur : IBAN -BE87 0001 5912 8294 - BIC/SWIFT : BPO TBE B1

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Avenue des Arts, 7-8
B-1210 Saint-Josse-ten-Noode
Tél. : +32 (0) 473 982 820
Site Internet : grip.org